

Lycée Claudel



États financiers

Pour l'exercice clos le 31 août 2017



Lycée Claudel
États financiers
Pour l'exercice clos le 31 août 2017

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant	1
États financiers	
Bilan	3
État de l'évolution de l'actif net	4
État des résultats d'exploitation	5
État des flux de trésorerie	6
Sommaire des principales méthodes comptables	7
Notes afférentes aux états financiers	10
Annexe A - Charges de salaires	15
Annexe B - Charges académiques	15
Annexe C - Charges administratives	15
Annexe D - Charges de bâtiment	16

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres du Lycée Claudel

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Lycée Claudel, qui comprennent le bilan au 31 août 2017 et les états des résultats d'exploitation, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un sommaire des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction du Lycée Claudel est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables pour les organismes sans but lucratif du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenus et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Rapport de l'auditeur indépendant (suite)

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Lycée Claudel au 31 août 2017, ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables pour les organismes sans but lucratif du Canada.

Collins Barrow Ottawa s.r.l.

Comptables professionnels agréés, experts-comptables autorisés

Le 22 novembre 2017

Ottawa (Ontario)

Lycée Claudel
État de l'évolution de l'actif net

Pour l'exercice clos le 31 août

	Immobilisations corporelles	Actif net non affecté	Total 2017
Solde, début de l'exercice	7 422 965 \$	370 748 \$	7 793 713 \$
Excédent des produits sur les charges	-	315 176	315 176
Acquisitions d'immobilisations	848 042	(848 042)	-
Amortissement d'immobilisations	(1 029 418)	1 029 418	-
Subventions reçues au cours de l'exercice	(134 766)	134 766	-
Amortissement de subventions reportées	54 096	(54 096)	-
Remboursements de l'emprunt bancaire	543 731	(543 731)	-
Augmentation des obligations découlant de contrats de location-acquisition	(112 829)	112 829	-
Remboursement des obligations découlant de contrats de location-acquisition	60 648	(60 648)	-
Solde, fin de l'exercice	7 652 469 \$	456 420 \$	8 108 889 \$

Pour l'exercice clos le 31 août

	Immobilisations corporelles	Actif net non affecté	Total 2016
Solde, début de l'exercice	7 710 804 \$	(263 207) \$	7 447 597 \$
Excédent des produits sur les charges	-	346 116	346 116
Acquisitions d'immobilisations	147 517	(147 517)	-
Amortissement d'immobilisations	(1 053 585)	1 053 585	-
Subventions reçues au cours de l'exercice	57 526	(57 526)	-
Remboursements de l'emprunt bancaire	519 907	(519 907)	-
Remboursement des obligations découlant de contrats de location-acquisition	40 796	(40 796)	-
Solde, fin de l'exercice	7 422 965 \$	370 748 \$	7 793 713 \$

Lycée Claudel
État des résultats d'exploitation

Pour l'exercice clos le 31 août 2017 2016

Produits

Frais de scolarité	11 438 296 \$	10 906 297 \$
Exonération de frais scolaires	(163 562)	(126 868)
Inscriptions et examens	121 721	148 731
Garderie	329 112	359 210
Transport scolaire	75 948	72 100
Amortissement de subventions reportées	54 096	57 526
Revenus divers	511 613	415 664
	12 367 224	11 832 660

Charges

Charges académiques (annexe B)	886 675	862 536
Charges administratives (annexe C)	1 170 986	1 065 597
Charges de bâtiment (annexe D)	2 430 926	2 461 642
Charges de salaires (annexe A)	7 574 949	7 109 964
	12 063 536	11 499 739

Excédent d'exploitation avant les autres produits

303 688 **332 921**

Autres produits et charges

Revenus d'intérêts sur placements	11 488	13 195
	11 488	13 195

Excédent des produits sur les charges pour l'exercice

315 176 \$ **346 116 \$**

Lycée Claudel
État des flux de trésorerie

Pour l'exercice clos le 31 août	2017	2016
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement		
Excédent des produits sur les charges pour l'exercice	315 176 \$	346 116 \$
Ajustements pour l'amortissement d'immobilisations	1 029 418	1 053 585
Ajustements pour l'amortissement de subventions reportées	<u>(54 096)</u>	<u>(57 526)</u>
	1 290 498	1 342 175
Variations des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Débiteurs	(3 241)	(51 913)
Inventaires	(64 668)	-
Charges payées d'avance	6 552	(3 748)
Créditeurs et charges à payer	285 704	(386 770)
Revenus perçus d'avance	<u>(122 679)</u>	<u>(86 328)</u>
	1 392 166	813 416
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Achat d'immobilisations corporelles	<u>(848 042)</u>	<u>(147 517)</u>
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Subventions reçues	134 766	-
Remboursement de l'emprunt bancaire	(543 731)	(519 907)
Augmentation des obligations découlant de contrats de location-acquisition	112 829	-
Remboursement des obligations découlant de contrats de location-acquisition	<u>(60 648)</u>	<u>(40 796)</u>
	(356 784)	(560 703)
Augmentation de la trésorerie au cours de l'exercice	187 340	105 196
Trésorerie, début de l'exercice	1 241 317	1 136 121
Trésorerie, fin de l'exercice	1 428 657 \$	1 241 317 \$

Lycée Claudel

Sommaire des principales méthodes comptables

31 août 2017

Statuts constitutifs et nature des activités	La société est constituée sans apport de capital en vertu de la Loi sur les personnes morales de l'Ontario. Elle opère une institution d'enseignement privée et est exemptée des impôts sur ses excédents. Elle est aussi un organisme de bienfaisance.
Base de présentation	Ces états financiers ont été préparés selon les normes comptables pour les organismes sans but lucratif du Canada et sont en accord avec les principes comptables généralement reconnus du Canada.
Utilisation d'estimations	Les états financiers de la société sont préparés par la direction conformément aux normes comptables pour les organismes sans but lucratif du Canada. La production d'états financiers périodiques oblige nécessairement à utiliser des estimations et à poser des hypothèses. Les principaux secteurs des états financiers qui obligent à le faire sont : 1) valeur de réalisation nette des débiteurs; 2) la durée de vie utile prévue des immobilisations; 3) le montant des salaires payables à l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger; et 4) les prévisions pour certains frais courus. Les résultats réels pourraient différer des meilleures estimations et hypothèses de la direction à mesure que d'autres renseignements deviennent disponibles. Ces estimations et ces hypothèses sont revues périodiquement et, à mesure que des rajustements s'imposent, il en est fait état au cours des périodes pendant lesquelles ils deviennent connus.
Aide accordée par le Gouvernement Français pour le fonctionnement de la société	<p>Les salaires du Proviseur, du Proviseur-adjoint, du Directeur des services financiers, du Directeur du primaire et de 3 professeurs expatriés sont pris en charge directement par l'État Français. Ces rémunérations, charges sociales comprises, ne sont pas comptabilisées aux états financiers du Lycée Claudel.</p> <p>Également l'État Français a pris en charge les rémunérations et charges sociales de 33 professeurs résidents et 7 personnels expatriés (3 professeurs et 4 personnels de direction) (2016 - 33 professeurs résidents et 7 personnels expatriés (3 professeurs et 4 personnels de direction)) ce qui représente un coût total de 5 648 131 \$ en 2016 - 2017 (5 560 341 \$ en 2015 - 2016) pour l'État Français. Le Lycée Claudel a reversé une participation de la masse salariale brute et une contribution à l'indemnité spécifique de vie locale. Le montant reversé en 2016 - 2017 est de 2 122 042 \$ basé à 64 % de participation (2015 - 2016 de 1 732 554 \$ basé à 64 % de participation). La participation effective de l'État Français pour ces 33 professeurs résidents et 7 personnels expatriés est de 3 526 089 \$ en 2016 - 2017 (33 professeurs résidents et 7 personnels expatriés (3 professeurs et 4 personnels de direction) 3 827 787 \$ en 2015 - 2016).</p>

Lycée Claudel

Sommaire des principales méthodes comptables

31 août 2017

Constatation des produits

La société applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Les produits de frais de scolarité, d'inscriptions et examens et de garderie sont constatés au cours de l'exercice financier auquel l'année scolaire appartient. Les revenus des autres organismes gouvernementaux sont constatés lorsqu'ils sont gagnés en vertu des programmes. Les revenus d'intérêts sur placements et autres revenus sont constatés lorsqu'ils sont gagnés.

Trésorerie

La politique de la société consiste à présenter dans la trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et un solde disponible et les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois après la date du bilan.

Inventaire

L'inventaire est évalué au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Instruments financiers

Évaluation des instruments financiers

Les instruments financiers sont soit des actifs financiers ou des passifs financiers de la société, par lesquels, en général, elle a le droit de recevoir de l'argent comptant ou un autre actif d'une autre partie ou elle a une obligation de payer à une autre partie.

La société évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur, sauf pour certaines transactions entre apparentés.

La société évalue ensuite tous ses actifs et passifs financiers au coût amorti, à l'exception des investissements en instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif, qui sont évalués à leur juste valeur. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées à l'excédent des produits sur les charges.

Les actifs financiers et les passifs financiers évalués au coût amorti comprennent la trésorerie, les débiteurs, les créditeurs et charges à payer, l'emprunt bancaire et les obligations découlant de contrats de location-acquisition.

Il n'y a pas d'actifs ou passifs financiers évalués à la juste valeur.

Lycée Claudel

Sommaire des principales méthodes comptables

31 août 2017

Instruments financiers (suite)

Dépréciation

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé à l'excédent des produits sur les charges. La moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration, soit directement, soit par l'ajustement du compte de provision, sans être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. Cette reprise est comptabilisée à l'excédent des produits sur les charges.

Coûts de transaction

La société comptabilise ses coûts de transactions à l'excédent des produits sur les charges de l'exercice où ils sont engagés. Cependant, la valeur comptable des instruments financiers qui ne sont pas évalués ultérieurement à la juste valeur tiennent compte des coûts de transaction directement attribuables à la création, à l'émission ou à la prise en charge.

Instrument financier dérivé

La société a conclu un contrat de swap de taux d'intérêt afin de réduire son exposition à des taux d'intérêt variables sur son emprunt bancaire. La société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins de négociation ou de spéculation. La société documente tous les instruments financiers dérivés désignés comme couvertures, y compris l'objectif de gestion du risque et de la stratégie. Les variations de la juste valeur des contrats de swap de taux d'intérêt utilisés pour couvrir le risque de taux d'intérêt ne sont pas comptabilisés et les intérêts débiteurs sont comptabilisés au taux d'intérêt effectif des contrats de swap de taux d'intérêt.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisés au coût. L'amortissement est basé sur la durée de vie utile prévue des immobilisations. Il est calculé selon les méthodes et taux indiqués ci-dessous :

Bâtiment	4 %	amortissement dégressif
Biens mobiliers	20 %	amortissement dégressif
Équipements pédagogiques	20 %	amortissement dégressif
Outillage	10 %	amortissement dégressif
Matériel roulant	30 %	amortissement dégressif

Le demi taux est utilisé dans l'année d'acquisition.

Conversion des comptes exprimés en monnaies étrangères

Les éléments d'actif ou de passif monétaires sont convertis au taux de change à la fin de l'exercice. Les soldes des comptes, paraissant à l'état des résultats d'exploitation, sont convertis aux taux de change moyen de l'exercice.

Lycée Claudel

Notes afférentes aux états financiers

31 août 2017

1. Trésorerie

Les comptes de banque de la société sont détenus auprès de trois banques à charte.

La trésorerie comprend un montant de 81 613 \$ sujet à certaines restrictions.

2. Débiteurs

	2017	2016
Comptes à recevoir	77 861 \$	108 765 \$
Taxes de vente	202 111	167 966
	279 972 \$	276 731 \$

3. Immobilisations corporelles

	2017			2016		
	Coût	Amortis- sement cumulé	Valeur comptable nette	Coût	Amortis- sement cumulé	Valeur comptable nette
Terrain	1 508 114 \$	-	1 508 114 \$	1 508 114 \$	-	1 508 114 \$
Bâtiment	31 523 020	9 818 889	21 704 131	30 856 628	8 928 538	21 928 090
Biens mobiliers	1 340 508	1 230 370	110 138	1 331 799	1 203 931	127 868
Équipements pédagogiques	2 146 904	1 616 142	530 762	1 973 963	1 503 514	470 449
Outils	43 605	39 311	4 294	43 605	39 311	4 294
Matériel roulant	12 768	12 768	-	12 768	12 768	-
	36 574 919 \$	12 717 480 \$	23 857 439 \$	35 726 877 \$	11 688 062 \$	24 038 815 \$

Les équipements pédagogiques comprennent des équipements loués sous contrats de location-acquisition pour un coût de 271 510 \$ (2016 - 158 681 \$) et un amortissement cumulé de 75 718 \$ (2016 - 43 732 \$).

4. Facilités de crédit

Le Lycée Claudel a une ligne de crédit d'un montant de 450 000 \$ pour financer ses besoins d'opérations journalières au taux d'intérêt préférentiel plus 0,50 %, remboursable sur demande, non renouvelable et une carte de crédit d'entreprise d'un montant de 25 000 \$ pour financer les dépenses d'affaires des gestionnaires principaux au taux d'intérêt standard tel que prescrit par MasterCard d'une banque à charte. Au 31 août 2017, néant \$ (2016 - néant \$) du montant autorisé est utilisé par le Lycée Claudel.

Lycée Claudel
Notes afférentes aux états financiers

31 août 2017

5. Crédoiteurs et charges à payer

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Fournisseurs	260 525 \$	100 251 \$
Frais courus	208 924	83 494
	<u>469 449 \$</u>	<u>183 745 \$</u>

6. Revenus perçus d'avance

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Scolarité	872 819 \$	993 000 \$
Activités périscolaires	34 154	-
Agence pour l'enseignement français à l'étranger	-	36 652
	<u>906 973 \$</u>	<u>1 029 652 \$</u>

7. Subventions reportées

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Solde, début de l'exercice	819 725 \$	877 251 \$
Subventions reçues au cours de l'exercice	134 766	-
	954 491	877 251
Amortissement de l'exercice	(54 096)	(57 526)
	900 395	819 725
Solde, fin de l'exercice	900 395	819 725
Moins : portion échéant au cours du prochain exercice	50 905	51 401
	<u>849 490 \$</u>	<u>768 324 \$</u>

Lycée Claudel
Notes afférentes aux états financiers

31 août 2017

8. Emprunt bancaire

	2017	2016
Prêt payable à la BMO, portant intérêt au taux variable préférentiel plus 1,53 %, paiements mensuels en capital et intérêt de 103 732 \$, dû en septembre 2020, garanti par le terrain et le bâtiment et une garantie de 10 000 000 \$ par l'État Français (Association Nationale des Écoles Française à l'Étranger)	15 121 425 \$	15 639 144 \$
Prêt payable à la BMO, portant intérêt au taux variable préférentiel plus 1 %, paiements mensuels en capital de 2 167 \$ plus intérêts, dû en juin 2019, garanti par le terrain et le bâtiment et une garantie de 10 000 000 \$ par l'État Français (Association Nationale des Écoles Française à l'Étranger)	42 667	68 679
	15 164 092	15 707 823
Moins : portion échéant au cours du prochain exercice	568 702	543 730
	14 595 390 \$	15 164 093 \$

La société a conclu un contrat de swap de taux d'intérêt pour convertir l'intérêt sur le prêt payable à la BMO d'un taux d'intérêt variable à un taux fixe de 4,72 % jusqu'en septembre 2020. Les critères de comptabilité de couverture spécifiques pour le contrat de swap de taux d'intérêt ont été remplis. Ainsi, le contrat de swap est comptabilisé selon la méthode de comptabilité de couverture.

Les remboursements de capital dûs lors des quatre prochaines années et par la suite sont les suivants :

2018	568 702 \$
2019	585 522
2020	596 306
2021	13 413 562
	15 164 092 \$

Lycée Claudel
Notes afférentes aux états financiers

31 août 2017

9. Obligations découlant de contrats de location-acquisition

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Obligation relative aux équipements pédagogiques loués, avec intérêt de 12,34 %, remboursable par versements mensuels de 3 303 \$, échéant en août 2019	84 310 \$	- \$
Obligation relative aux équipements pédagogiques loués, avec intérêt de 11,19 %, remboursable par versements mensuels de 3 295 \$, échéant en août 2018	56 173	88 302
	140 483	88 302
Moins: Obligations échéant au cours du prochain exercice	75 371	32 130
	65 112 \$	56 172 \$

Les paiements futurs au titre des contrats de location-acquisition au cours des deux prochaines années sont les suivants :

2018	100 478 \$
2019	<u>58 200</u>
	158 678
Moins les intérêts imputés	<u>18 195</u>
	140 483 \$

10. Instruments financiers

La société est exposée à divers risques par le biais de ses instruments financiers. L'analyse qui suit fournit une mesure de l'exposition et les concentrations de la société aux risques à la date du bilan, soit le 31 août 2017.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la société éprouve des difficultés à remplir les obligations liées à des passifs financiers. La société est principalement exposée à ce risque par rapport à ses créiteurs et charges à payer, ses revenus perçus d'avance, son emprunt bancaire et ses contrats de location-acquisition.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier cause une perte financière à l'autre partie en manquant de s'acquitter d'une obligation. Le risque de crédit principal de l'entreprise se rapporte à ses débiteurs.

Lycée Claudel
Notes afférentes aux états financiers

31 août 2017

10. Instruments financiers (suite)

Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risques: le risque de change, risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La société est principalement exposés au risque de taux d'intérêt et risque de change.

Risque de taux d'intérêt

Risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des taux d'intérêt du marché. La société est exposée au risque de flux de trésorerie sur ses instruments financiers à taux d'intérêt variable. Le risque de flux de trésorerie est atténué au moyen de contrats de swap de taux d'intérêt tel que décrit à la note 8.

Risque de change

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des taux de change. La société reçoit des subventions et doit contribuer à l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger en euros. Par conséquent, certains actifs et passifs sont exposés aux fluctuations de change.

Changements des risques

Il n'y a eu aucun changement important dans les expositions de risques de la société de l'exercice fiscale 2016.

11. Éventualités

Une action par un parent a été déposée contre le Lycée Claudel devant la Cour supérieure au cours de l'exercice pour un montant de 750 000 \$. Le montant du règlement final ne peut être estimé à présent. Lorsque la perte sera connue, s'il y a lieu, le montant sera comptabilisé aux charges d'exploitation dans l'année où le montant du règlement est déterminé.

12. Événement postérieur à la date du bilan

En novembre 2017, le Lycée Claudel a signé une nouvelle entente de financement avec son institution financière, la BMO. La nouvelle entente consolide les emprunts bancaires existant et comprend une augmentation de l'emprunt bancaire de 1 177 047 \$. Le nouveau prêt porte un taux d'intérêt de 3,41 % et un terme de cinq ans. Selon la nouvelle entente de financement, le Lycée Claudel doit payer des frais de pénalités de 564 000 \$ pour le bris du contrat de swap de taux d'intérêt tel que décrit à la note 8.

Lycée Claudel
Annexe A - Charges de salaires

Pour l'exercice clos le 31 août	2017	2016
Agence pour l'enseignement français à l'étranger - salaires	2 122 042 \$	1 732 554 \$
Avantages sociaux	657 593	594 871
Fonds de pension	302 985	299 556
Personnel - enseignant	2 658 057	2 738 870
Personnel - non enseignant	1 347 199	1 325 565
Personnel administratif	338 107	265 183
Personnel d'entretien	148 966	153 365
	7 574 949 \$	7 109 964 \$

Lycée Claudel
Annexe B - Charges académiques

Pour l'exercice clos le 31 août	2017	2016
Amortissement - équipements pédagogiques	112 628 \$	111 360 \$
Formation	74 910	91 249
Fournitures scolaires	35 263	36 073
Foyer Socio-Éducatif	375 040	414 006
Intérêts découlant de contrats de location-acquisition	19 389	12 493
Matériel pédagogique	269 445	197 355
	886 675 \$	862 536 \$

Lycée Claudel
Annexe C - Charges administratives

Pour l'exercice clos le 31 août	2017	2016
Créances irrécouvrables	32 647 \$	5 424 \$
Divers	83 817	87 162
Événements sociaux	21 712	18 725
Frais d'administration	56 162	57 854
Frais de banque	38 613	14 242
Frais de bureau	17 843	13 692
Honoraires professionnels	144 964	122 244
Publicité	34 313	22 034
Redevances AEFE (au titre de la contribution de 6 % des frais de scolarité au fonds de mutualisation de l'AEFE)	631 157	594 044
Services informatiques	101 522	121 292
Téléphone et alarme	8 236	8 884
	1 170 986 \$	1 065 597 \$

Lycée Claudel
Annexe D - Charges de bâtiment

Pour l'exercice clos le 31 août	2017	2016
Assurance	120 444 \$	118 777 \$
Amortissement - bâtiment	916 790	942 225
Chauffage	38 254	37 590
Éclairage	160 389	170 439
Entretien et réparations	421 175	423 216
Intérêts sur l'emprunt bancaire	759 420	756 420
Taxes d'eau	14 454	12 975
	<hr/>	
	2 430 926 \$	2 461 642 \$
